



DOSSIER

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN TURQUIE

Juillet 2020

Le développement durable est une thématique d'une importance croissante, partout dans le monde. L'Awex a choisi d'en faire son fil rouge en 2020 pour orienter les entreprises vers des solutions plus durables, c'est-à-dire qui intègrent les trois dimensions économique, sociale et environnementale.

La Turquie a pris des engagements envers l'Europe et a adopté le programme 2030 pour le développement durable en 2015 auprès des Nations Unies. Ce positionnement traduit une volonté politique de faire évoluer les choses, notamment dans les secteurs de l'eau, des déchets, de l'air, de la protection de la nature et des émissions de gaz à effet de serre.

En 2005, l'état des lieux réalisé dans ces domaines avait abouti à la publication du rapport stratégique, dit « UCES 2007-2023 », estimant à 70 Mds EUR les financements nécessaires sur la période pour permettre à la Turquie de se mettre au niveau des normes environnementales européennes, avant 2023. Dans son rapport de suivi, révisé en 2016, la Turquie a haussé le total des besoins de financements prévus à 87,9 Mds EUR. Par ailleurs, alors que la Turquie avait prévu d'investir 28,4 Mds EUR pour l'environnement sur la période 2007-2015, elle a finalement investi 27,62 Mds EUR, soit 97 % de ses prévisions.¹

Le Programme 2030 pour le développement durable comprend 17 objectifs que nous pouvons répartir en 3 catégories, les objectifs sociaux, économiques et environnementaux². Ce rapport est basé sur ces objectifs et dresse l'état des lieux de la situation en Turquie.

¹ Le Marché de l'Environnement en Turquie, Business France, janvier 2019

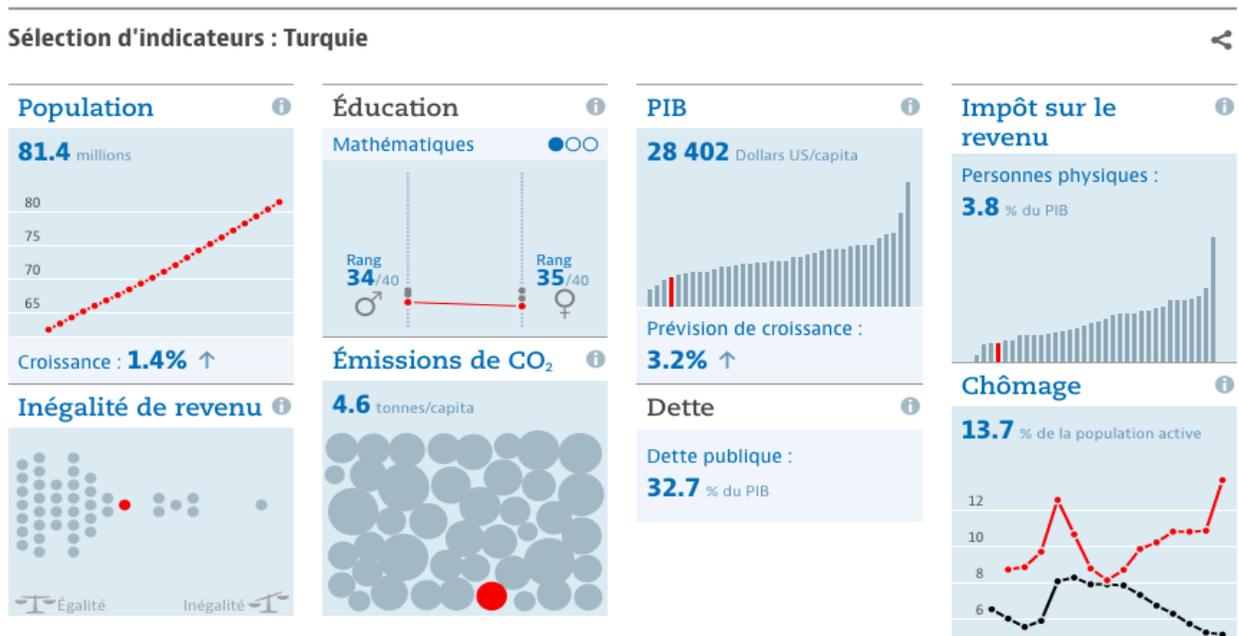
² <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/> et <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/turkey>

OBJECTIFS SOCIAUX :

PAUVRETE & REPARTITION DES REVENUS

La Confédération des Syndicats Turcs³ publie chaque mois le seuil de pauvreté et le seuil de la faim. En avril 2020, le seuil de la faim pour une famille de 4 personnes est de 2.884 TL et le seuil de pauvreté (besoin de base : se nourrir, se vêtir, se loger...) est de 7.733 TL. Selon l'Association de Droit du Consommateur⁴, plus de 20% de la population vit sous le seuil de la faim (16,6M) et plus de 60% vit sous le seuil de pauvreté (50M) en Turquie.

La disparité des revenus est également plus importante que dans les autres pays de l'OCDE (sauf Mexique et Chili). Selon TURKSTAT, les revenus du quintile supérieur totalisent 47,6% du total national tandis que les 20 % les plus pauvres ne rassemblent que 6,1% des revenus.



Source : [OECD, Data on Turkey](http://www.oecd.org/turkey/)

³ TÜRK-İS - <http://www.turkis.org.tr/default.asp?lng=2>

⁴ <http://www.tuketicihaklari.org.tr/>

SYSTEMES DE PROTECTION SOCIALE

Établie en 2006, l'Institution de sécurité sociale⁵ a permis de mettre en place un système plus moderne, plus durable financièrement, plus facilement accessible, et plus équitable.

Les cinq systèmes de retraite ont été fusionnés pour offrir les mêmes droits aux différentes catégories de travailleurs : fonctionnaires, salariés, indépendants et ouvriers agricoles indépendants et contractuels.

La sécurité sociale offre d'une part des couvertures à court terme (accident de travail, maladie, maternité etc.) et d'autre part les couvertures à long terme (invalidité, retraite et pension de veuf).

AGRICULTURE & ALIMENTATION

La Turquie est un pays de tradition agricole, **1er producteur européen et 7ème mondial**. Le secteur de la production alimentaire (incluant les boissons) représentait 141 Mds USD en 2017, soit près de **20% du PIB**. La Turquie est le 3ème importateur mondial d'animaux vivants après les États-Unis et l'Italie. Les prix de la viande restent toutefois excessifs pour une grande partie de la population. La consommation de viande en Turquie se trouve en dessous de la moyenne mondiale et représente moins de la moitié de la consommation moyenne en Europe.

Certaines tendances alimentaires, similaires à celles que nous connaissons en Europe, commencent à émerger dans les grandes villes :

- * Une demande pour des produits issus de l'agriculture biologique est apparue. Les produits BIO disponibles sur le marché sont en général importés car l'agriculture turque n'est pas organique ou ne dispose pas des labels.
- * Les supermarchés et achats en ligne prennent le pas sur les commerces de proximité.
- * La tendance pour les plats préparés est également en croissance.
- * Les jeunes accordent de plus en plus d'importance à la qualité et aux produits non-traditionnels.
- * Les régimes alimentaires alternatifs (végétarien, sans gluten, cétogène etc.) commencent également à apparaître.

⁵ SGK - http://www.sgk.gov.tr/wps/portal/sgk/fr/detail/sosyal_guvenlik_sistemi

Le consommateur turc est sensible aux règles religieuses, les produits importés sont donc souvent **certifiés halal**. Les produits locaux sont quant à eux considérés halal de facto puisque les sites de production sont contrôlés. Le secteur alimentaire dépend du Ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Les sociétés privées n'ont pas le droit d'**importer de la viande**, seul le *Conseil du Lait et de la Viande*⁶ est habilité à le faire. Quant à la **qualité alimentaire** (certification halal, tests et contrôles), elle est assurée par le TSE⁷ - Institut turc de normalisation. La Turquie suit en partie les réglementations européennes sur **l'étiquetage des aliments et les informations nutritionnelles**⁸ mais l'harmonisation reste incomplète.

Le gouvernement turc soutient la modernisation du secteur au moyen de subventions. En 2017, 66,7% du budget du Ministère de l'agriculture était dédié aux aides agricoles. Les bassins agricoles ont été réorganisés sur base de leur spécialisation. La Turquie coopère également avec de nombreux programmes européens. Le projet IPARD accorde notamment des subventions jusqu'à 75% pour de nombreuses activités telles que la transformation des fruits et légumes, la production de lait, etc.

En coopération avec l'UE, la Turquie a créé une plateforme en ligne, TEMASTA⁹ à but informatif sur **l'agriculture durable**.

BCSD Turquie¹⁰ dispose également d'un cluster pour l'agriculture durable.

SOINS DE SANTE

Les soins de santé en Turquie sont dispensés par des opérateurs publics et privés. Dans le cadre de son système de sécurité sociale (SGK), la Turquie couvre entièrement les coûts médicaux de tous les résidents enregistrés pour les soins dispensés dans les hôpitaux publics et dans certaines structures privées répertoriées auprès de la SGK.

Les organismes privés offrent toutefois des services plus efficaces et de meilleure qualité.

Le **tourisme médical** est un secteur en plein essor en Turquie avec 178.000 touristes visitant le pays à des fins médicales dans la première moitié de 2018.

⁶ <https://www.esk.gov.tr/>

⁷ <https://en.tse.org.tr/IcerikDetay?ID=775&ParentID=1039>

⁸ [Turkish Food Cortex Labelling and Informing Consumers Regulation](#)

⁹ [TEMA Sustainable Agricultural Network](#)

¹⁰ Business Council for Sustainable Development in Turkey <http://www.skdturkiye.org/en>

BIEN-ETRE DES SENIORS & SILVER ECONOMY

La Turquie a une population jeune, avec 19 millions de personnes de moins de 14 ans et un âge médian de 32,3 ans. Les personnes âgées, de plus de 65 ans, ne représentent que 9,1% de la population turque.

Le concept de « *silver economy* » est très peu connu.

Selon les dernières statistiques publiées par le *Ministère de la Famille, du Travail et des Politiques Sociales*¹¹, le nombre de maisons de retraite est de 426 dont 248 sont privées. A titre de comparaison, la Belgique compte près de 2000 maisons de repos pour une population 8 fois inférieure à celle de la Turquie. Outre les éléments démographiques mentionnés, la faible demande en accueil de seniors est également liée à des éléments culturels. Les familles prennent en général soin de leurs aïeux et les envoyer en maison de repos est souvent mal perçu.

Les pensions des personnes retraitées varient entre 1.500 TL et 6.500 TL, ce qui ne suffit généralement pas à couvrir le coût de la vie. De nombreuses personnes âgées continuent donc à travailler. Le bien être des personnes âgées n'est pas un sujet prioritaire à l'heure actuelle.

ADDICTIONS ET TABAGISME

En Turquie, l'addiction représente un important problème social et sanitaire. Le Conseil Supérieur pour la lutte contre les addictions, créé en 2014, a lancé un plan national de mobilisation contre les addictions sur la période 2018-2023. Le nombre et la qualité des centres de désintoxication sont visés ainsi que la prévention par l'éducation.

Le tabagisme est très répandu en Turquie, avec près de 30% des turcs qui sont consommateurs de tabac au quotidien, dont 252000 enfants. Le tabagisme cause 100 mille décès par an, soit 300 personnes par jour ou 12 par heure en Turquie.

Bien que le pays ait signé la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en 2004, et malgré un plan d'action national, la consommation reste très importante. Les administrations locales et le *Croissant Vert de Turquie*¹² mènent également des campagnes en collaboration avec le Ministère de la Santé et de la Jeunesse.

¹¹ <https://ailevecalisma.gov.tr/eyhgm-en/>

¹² <https://www.yesilay.org.tr/en/>

EDUCATION EQUITABLE

Selon la Constitution turque, toute personne a droit à l'éducation. La Turquie a fait des progrès significatifs en ce qui concerne l'accès à l'éducation. Un plan national d'éducation pour tous a été lancé par le Ministère turc de l'Education Nationale pour assurer un enseignement équitable, de qualité et des possibilités de formation continue.

Le système éducatif en Turquie est découpé en trois parties (4 ans pour l'élémentaire, 4 ans pour le collège et 4 ans pour le lycée). Il doit être à la fois laïque et gratuit (*enseignement public*).

La scolarisation est obligatoire pour tous les enfants de 6 ans à 18 ans. Selon les données du ministère turc de l'Education nationale, le taux de scolarisation net en école primaire pour l'année scolaire 2018-2019 a été de 93,3%. Le ministère turc de l'éducation nationale conduit également un projet d'éducation inclusive en collaboration avec l'UNICEF¹³.

Toutefois, l'enseignement étant réputé gratuit et accessible à tous, aucune mesure de soutien n'est mise en place par le gouvernement dans les milieux ruraux. Il existe des projets pilotes d'associations ou d'instituts privés qui soutiennent les établissements scolaires (donations des livres, petits projets de construction, ramassage scolaire gratuit, déjeuner gratuit, projets d'intégration etc.) ou qui accordent des bourses aux jeunes issus de familles démunies.

Pour l'enseignement supérieur, l'Etat n'accorde pas de bourses d'études mais plutôt des prêts étudiants qui doivent être remboursés à la fin des études.

LUTTE CONTRE LES INEGALITES

Bien que le Code du Travail turc garantisse l'égalité des genres sur le lieu de travail, selon les données de l'OCDE qui a analysé 83 indicateurs quantitatifs couvrant la participation et les perspectives économiques, l'accès à l'éducation et la représentation politique et la santé, la Turquie est classée 131^e pays sur 144 en termes d'égalité des sexes en 2017. Seulement 14% des fonctions dirigeantes sont occupées par des

¹³ <https://www.unicef.org/turkey/en/quality-inclusive-education>

femmes. En ce qui concerne la représentation politique, le pays occupe la 118^e position. 17% des sièges au Parlement National sont occupés par des femmes.

Considérant que 34% des femmes turques ont un travail rémunéré contre 63% en moyenne dans les pays de l'OCDE, le ministère de la famille, du travail et des services sociaux turc a décidé de mettre en œuvre un plan d'action sur l'autonomisation des femmes.

Les préjugés socioculturels, l'obligation de prendre soin de sa famille et les violences envers les femmes sont considérés comme les principaux obstacles à la participation des femmes turques à la vie sociale et active. Malgré la loi no 6284 du 8 mars 2012 protégeant les femmes et les enfants contre les violences, les mesures prises par le gouvernement ne sont pas suffisantes. Selon les données de l'OCDE, 38% des femmes turques étaient victimes de violences physiques ou psychologiques au sein de leur famille en 2019.

EAU PROPRE

Contrairement à la perception générale, la Turquie n'est pas un pays riche en ressources naturelles renouvelables d'eau douce. Avec une moyenne de 1519 mètres cubes d'eau par personne et par an, la Turquie est concernée par la pénurie d'eau propre. L'institut statistique de Turquie (TUIK) prévoit que la Turquie atteindra 100 millions d'habitants en 2030, ce qui réduira la quantité d'eau disponible par personne à 1120 mètres cubes par an.

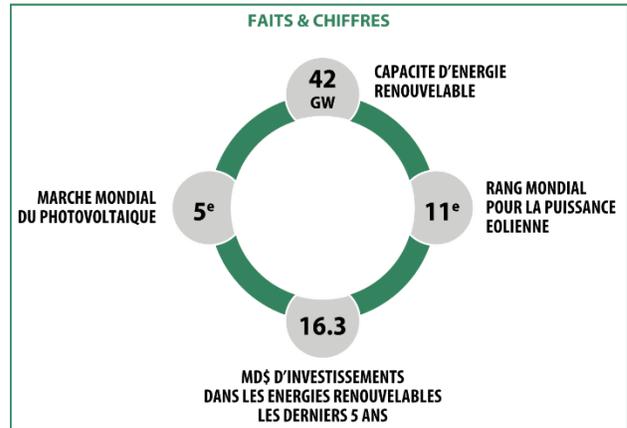
Seulement 16% de l'eau est destinée à la consommation humaine en Turquie tandis que 72% est utilisée pour l'irrigation et 12% pour l'industrie manufacturière. Selon TUIK, 99% de la population est desservie par les réseaux de distribution d'eau en 2018. Quant aux réseaux d'égouttage, 91% des ménages y sont raccordés. 88.3% des eaux usées sont traitées dans 991 stations d'épuration dotées d'une capacité de traitement global de 6.4 mds m³ annuels pour 4.2 mds m³ effectivement traités en 2018.

Le plan national de l'eau 2019-2023, publié par le Ministère turc de l'Agriculture et des Forêts, prévoit un **investissement de 16.9 mds € dans ce secteur** afin de garantir la qualité de l'eau de consommation et de développer les infrastructures d'assainissement et d'épuration des eaux usées.

OBJECTIFS ECONOMIQUES :

ENERGIE PROPRE

La Turquie a connu une croissance économique moyenne de 5,6% par an au cours des quinze dernières années, ce qui a conduit à une hausse annuelle de près de 7% de la demande d'énergie. Selon les prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), le pays doublerait sa consommation d'énergie au cours de la prochaine décennie. Importateur net d'énergie, le pays importe 73% de ses besoins énergétiques. Ce taux élevé a suscité l'objectif national de produire 2/3 de son électricité à partir de ressources locales et renouvelables d'ici 2023.



En 2018, les ressources hydroélectriques, éoliennes et solaires représentaient la majorité des ressources renouvelables, avec respectivement 28291 MW, 7005 MW et 5068 MW pour une capacité totale installée de plus de 88526 MW. Par ailleurs, on s'attend à ce que la biomasse et les ressources géothermiques prennent de l'ampleur.

Le gouvernement a fixé les objectifs suivants (2020) :

- Augmenter la capacité d'énergies renouvelables de 50% d'ici 2024
- Augmenter la capacité géothermique installée de 1335 MW à 3000 MW d'ici 2023
- Maximiser l'utilisation de l'hydroélectricité
- Augmenter la capacité éolienne installée de 7155 MW à 20 000 MW d'ici 2023
- Augmenter la capacité installée d'énergie solaire de 5435 MW à 16 000 MW d'ici 2027¹⁴

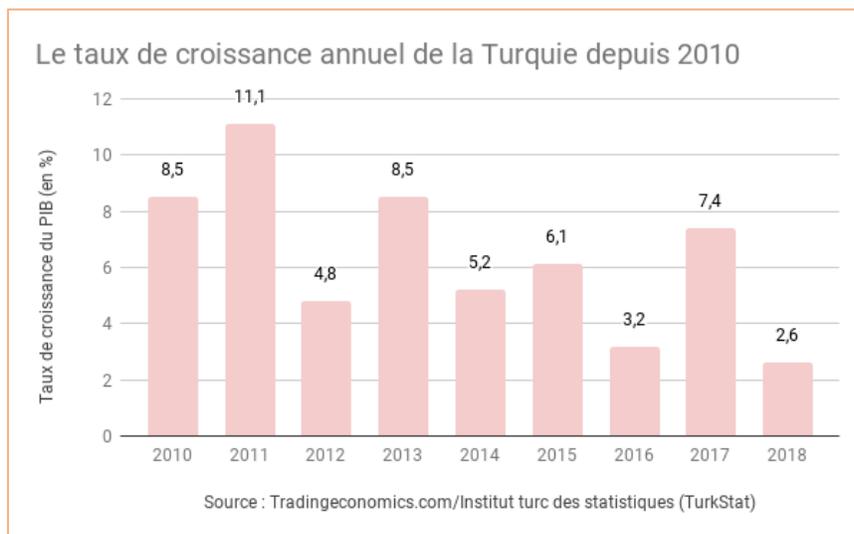
CROISSANCE ECONOMIQUE

Avec un PIB de 789 Mds USD en 2018, la Turquie est la 19ème puissance économique mondiale.

¹⁴ Invest in Turkey, Guide to Investing in Turkish Renewable Energy Sector

La Turquie a affiché une croissance moyenne de 7% entre 2010 et 2017 mais est ensuite entrée dans une crise économique importante depuis 2018. Sa croissance a chuté à 2,6% en 2018 et 0,9% en 2019. La crise sanitaire de 2020 annonce forcément une contraction économique mais les experts misent déjà sur un beau rebond dès 2021.

Selon les statistiques publiées par le Ministère du Commerce, le déficit de la balance commerciale a diminué en 2019. Les importations turques ont diminué de 8,99% et les exportations ont augmenté de 2,04 % en 2019, avec un déficit commercial de 29 Mds USD.



L'inflation et le chômage sont des problèmes économiques majeurs du pays.

Le taux d'inflation annuel a atteint 20,3% en janvier 2019 et varie considérablement d'un mois à l'autre. L'inflation des prix des denrées alimentaires est quant à elle montée jusqu'à 30,9%. Afin de soutenir les bas revenus, qui consacrent une part importante de leur salaire aux dépenses alimentaires, le gouvernement a augmenté le salaire minimum de 26% en janvier 2019 et a annoncé des programmes de soutien à l'emploi.

Selon les statistiques de TURKSTAT, **le taux de chômage** était de 13,8% en janvier 2020, après une baisse de 0,9 points en glissement annuel par rapport à 2019. Le chômage est particulièrement élevé chez les jeunes (24,5%).

L'Agence Turque de Placement¹⁵ est l'autorité publique en charge de l'emploi et compte plus de 8000 employés. Les services proposés aux demandeurs d'emploi sont les suivants:

- Allocations de chômage
- Paiements de primes d'assurance maladie universelle requis par la loi n°5510
- Aide à la recherche d'un nouvel emploi
- Services de recrutement
- Services consultatifs.

La Turquie fournit une allocation de chômage basée sur un régime d'assurance contributif. Les allocations couvrent une partie de la perte de revenu en cas de perte d'emploi involontaire et sans faute. L'allocation de chômage s'élève à 40% du salaire brut et ne peut excéder 80% du salaire minimum. En 2017, le montant minimum de l'allocation de chômage était de 705,60 TL et le maximum était de 1,411,21 TL.

Le gouvernement mène des campagnes de mise à l'emploi pour réduire le taux de chômage et propose une série d'aides aux employeurs et employés :

- Soutien salarial pour les nouveaux employés (prise en charge temporaire du salaire et des cotisations sociales)
- Allocation de chômage partiel (allocation compensatoires pour chômage temporaire)
- Réduction des cotisations patronales
- Soutien supplémentaire pour les zones de développement
- Programmes de formation continue subventionnés

Le gouvernement a également créé un programme de financement sous forme de prêts, en collaboration avec 13 banques, pour soutenir les PME.

GRAND PROJETS DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

1) Lignes ferroviaires

Les investissements ferroviaires en Turquie se sont accélérés depuis 2003. Les travaux de construction de la ligne TGV entre Ankara et Izmir sont en cours et devraient s'achever fin 2022.

¹⁵ [ISKUR](#)

2) Aéroport d'Istanbul

L'aéroport international Atatürk a fermé ses portes début 2019 au profit du nouvel *Aéroport d'Istanbul*. Ce dernier est un projet pharaonique en 4 phases. L'ouverture officielle en octobre 2018 ne comprenait que deux pistes opérationnelles. L'aéroport a une capacité actuelle de 90 millions de passagers et devrait être entièrement achevé en 2027.

3) Pont de Çanakkale 1915

Ce nouveau pont de 3km de long reliera l'Europe et l'Asie sur le détroit des Dardanelles et devrait être opérationnel en 2023. Il sera alors le plus long pont suspendu au monde, avec six voies de circulation, quatre gares routières, six péages et deux centres de maintenance. Le consortium en charge de la construction est composé de deux sociétés coréennes (SK E&C et Daelim) et deux sociétés turques (Yapi Merkezi et Limak Holding). Ce consortium exploitera également le pont pendant 16 ans avant que la gestion ne soit transférée aux autorités turques.

4) Grand Tunnel d'Istanbul

Reliant l'Asie et l'Europe en passant sous le Bosphore, le *Grand Tunnel d'Istanbul*, fera 31 kilomètres de long sur trois étages. Il accueillera une ligne de métro et plusieurs voies de circulation et devrait permettre de décongestionner le trafic de la métropole. Le coût de ce chantier est estimé à 3,5 milliards de dollars.

5) Kanal Istanbul

Kanal Istanbul est un autre projet pharaonique du Président Erdogan. Ce canal de 45 kilomètres de long devrait relier la mer de Marmara et la mer Noire. Initialement le canal devait entrer en service en 2023 mais le chantier, estimé à 75 milliards de dollars, n'a toujours pas commencé. Il fait l'objet de vives tensions politiques et les opposants défendent que le projet endommagerait la qualité de l'eau, polluerait l'environnement et coûterait beaucoup trop cher. Il est également avancé que la Turquie viserait à contourner la Convention de Montreux, qui régit l'usage du détroit, afin d'atteindre une plus grande autonomie quant au le passage des bâtiments militaires notamment.

VALEUR AJOUTE MANUFACTURIERE

Selon les dernières statistiques¹⁶, la valeur ajoutée manufacturière par habitant en Turquie est 2,460 dollars. La Turquie prend la 28ème place dans le classement mondial parmi 150 pays.



EMISSIONS DE CO²

La Turquie est devenue partie au protocole de Kyoto le 26 août 2009 mais elle n'a, à ce jour, pris aucun engagement pour la réduction de ses émissions.

Une loi impose aux usines de rapporter leurs émissions de CO² au Ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme depuis 2016.

En 2018, la Turquie a émis 428 millions de tonnes de CO₂, soit 5.2 T/ hab., ce qui la place au 15ème rang des pays émetteurs de CO₂¹⁷.

Répartition sectorielle :

Energie : 71,6%

Agriculture : 12,5%

Industrie : 12,5%

Gestion des déchets : 3,4%

¹⁶ publiées par [UNIDO](http://www.unido.org) (United Nations Industrial Development Organization)

¹⁷ <http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions>

EFFICACITE ENERGETIQUE

L'efficacité énergétique est une composante majeure de la politique énergétique de la Turquie car elle soutient les objectifs de croissance économique, de développement social et joue un rôle clé dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le ministère turc de l'énergie vise à réduire la densité énergétique du pays (énergie consommée sur le revenu national) de 20% d'ici à 2023. Son plan d'action sur la période 2018-2023 vise à limiter le gaspillage et maîtriser la consommation énergétique.

Les économies d'énergie prévues sont de 30,2 milliards USD en investissant 10,9 milliards USD. Le plan contient 55 actions réparties dans 6 secteurs : la construction, l'énergie, les transports, l'industrie et la technologie, l'agriculture et les domaines transversaux. Le gouvernement soutient également les entreprises qui font des efforts écologiques avec des formations, des projets, et des prêts à faible taux d'intérêt afin de les orienter vers une consommation mieux maîtrisée.

La Turquie bénéficie également des investissements de la BERD¹⁸, dans le cadre de projets en efficacité énergétique et en énergies renouvelables.

INNOVATION & TECHNOLOGIE

Le progrès technologique et les investissements dans la recherche scientifique sont essentiels pour répondre aux défis économiques et environnementaux, en créant de l'emploi et en promouvant les industries durables.

La Turquie investit massivement dans la technologie et l'éducation depuis deux décennies et prévoit un investissement à hauteur de 30 millions d'Euros pour 2020. La part du PIB turc accordée à la R&D devrait largement augmenter d'ici 2023 (1.03% en 2018).

Les turcs, en particulier les jeunes générations, sont de plus en plus connectés et font preuve d'un intérêt grandissant pour les technologies. Plus d'un quart de la population a moins de 15 ans, et le gouvernement mise beaucoup sur cette génération en offrant notamment des formations technologiques.

Le pays dispose de 81 zones de développement et de transfert technologique appelés « Teknopark » qui hébergent 5219 sociétés et assurent l'emploi de 50 000 personnes. Le nouveau « Teknopark d'Istanbul »

¹⁸<https://www.ebrd.com/what-we-do/sectors-and-topics/sustainable-resources/seffs.html>

accueillera plus d'un millier de sociétés pour développer des projets de recherche avec une collaboration université/industrie sur un terrain de 1,5 million de m².

Le nombre de Teknoparks devrait grimper à 105 d'ici à 2023, l'objectif en nombre de brevets s'élève à 2500 et les aides sous forme de licences et de mesures incitatives à au moins 4 milliards de dollars.

TÜBİTAK, le Conseil de la Recherche Scientifique et Technologique, a concentré ses efforts sur les technologies pour la production d'énergie propre en 2020. Au cours de la prochaine décennie, un investissement de 50 millions de dollars devrait soutenir le développement des énergies renouvelables en Turquie. Des collaborations internationales permettent également de travailler sur les technologies de chauffage et de refroidissement solaires et sur les véhicules hybrides.

CONSTRUCTION

Le secteur de la construction est un moteur essentiel de l'économie turque (6,6% du PIB). Avec un taux de croissance moyen de 4,4%, la demande énergétique du secteur s'accroît rapidement et représente près d'un tiers de la consommation totale du pays.

La demande globale d'énergie dans les bâtiments devrait encore augmenter au regard du taux élevé d'urbanisation et de la croissance démographique. Afin de limiter cette augmentation, le gouvernement a mis en place un ensemble de mesures pour promouvoir l'efficacité énergétique¹⁹.

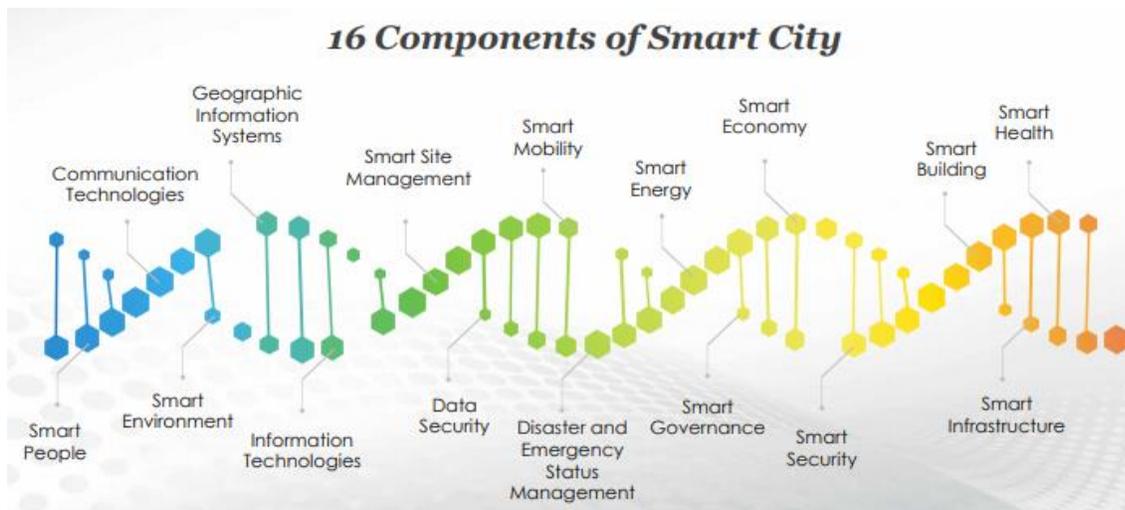
La Turquie investit dans les méthodes de construction écologiques, elle occupe la 6^{ème} place (en 2018) du classement des pays en termes de construction verte certifiée LEED et compte plus de 245 projets dans ce domaine.

¹⁹ SHURA Energy Transition Center, Enhancing Turkey's policy framework for energy efficiency of buildings, and recommendations for the way forward based on international experiences, Juin 2019

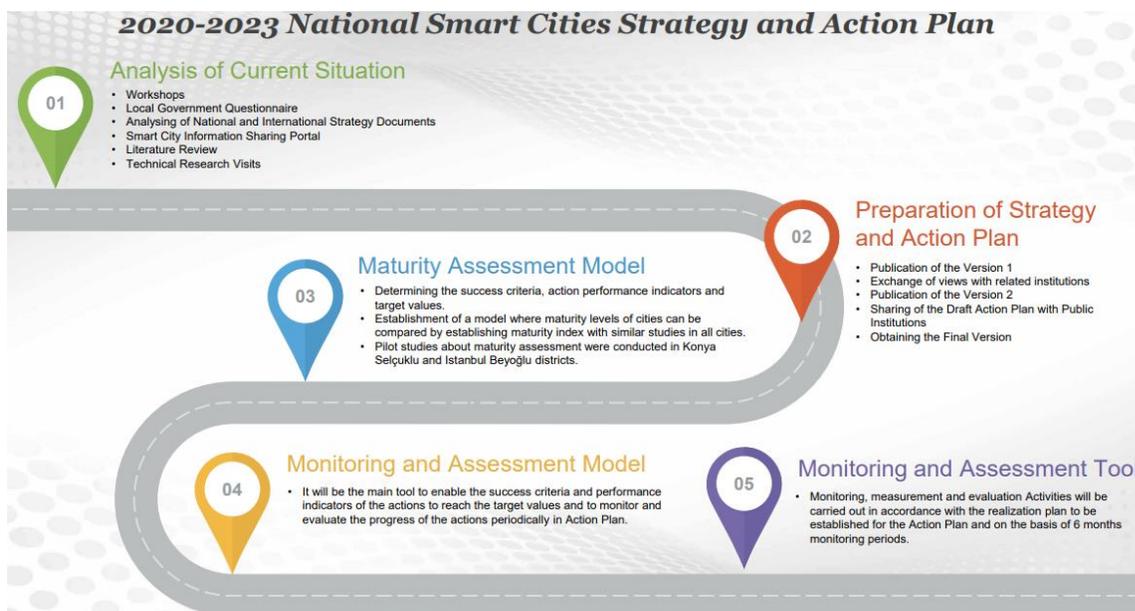
LE CONCEPT « SMART CITY » EN TURQUIE

Depuis 2018, le sujet des Smartcities se discute en Turquie et a fait l'objet de plusieurs congrès et foires commerciales. Ces initiatives étaient jusqu'ici menées par les municipalités mais le dernier événement en date (janvier 2020 – Ankara) fut organisé par la Présidence dans le but d'instaurer une vision commune.

Ce fut également l'occasion de lancer le Plan d'Action National 2020-2023 sur les villes intelligentes²⁰. Le rapport mentionne les principaux objectifs mais aucun agenda n'a été arrêté.



La feuille de route du Ministère de l'Environnement est découpée en 5 étapes :



²⁰ <https://www.akillisehirler.gov.tr/wp-content/uploads/EylemPlani.pdf>

C'est le Ministère de l'Environnement qui est en charge de la mise en œuvre de ce plan. Les municipalités, quant à elles, prendront les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs, en fonction des différentes réalités locales.

TRAITEMENT DES DECHETS

La Turquie génère environ 32 millions de tonnes de déchets par an et ce chiffre devrait atteindre 38 millions en 2023. Les 1395 municipalités turques assurent la collecte des déchets pour 98.8% de la population. Chaque habitant produit en moyenne 1.16 kg de déchet par jour. Seul 1% de ces déchets est traité correctement et environ 90% sont enterrés par manque d'infrastructures. Il en résulte une importante pollution de l'air et de l'eau.

Suite à son engagement dans la transition vers un modèle d'économie circulaire, le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisation a officiellement annoncé une réglementation relative au « [zéro déchet](#) » et un plan d'action des déchets sur la période 2016-2023 qui prévoit un investissement de 3 Mds € dans le secteur des déchets. Il vise à :

- Réduire le volume de déchets et la mise en décharge
- Augmenter le taux de recyclage
- Créer de nouvelles infrastructures de traitement de déchets
- Obliger les institutions publiques, les organisations et les administrations municipales de plus de 250 000 habitants à être responsables de la gestion des déchets d'ici 2023.

POLLUTION DE L'AIR

La pollution de l'air est un facteur de risque important pour la santé et l'OCDE annonce qu'elle sera la principale cause de mortalité en 2050. On estime que 8.8 millions de personnes dans le monde sont décédées prématurément à cause de la pollution; dont 400.000 dans l'UE. La Turquie apparaît parmi les pays où le nombre de morts prématurés dus à la pollution de l'air est élevé avec 52.000 décès en 2017. 97,2% de la population urbaine en Turquie est exposée à une pollution de l'air aux particules fines PM10 et PM2 à des niveaux supérieurs à la valeur de référence de l'OMS. Comme souvent, le secteur de l'énergie est le principal responsable de la pollution atmosphérique. Le charbon reste très présent dans le système

énergétique turc, il est le principal combustible pour le chauffage domestique. Les véhicules motorisés contribuent également à la pollution de l'air, particulièrement dans les zones urbanisées.

La Turquie a commencé à surveiller la qualité de l'air en 1986 et adapte régulièrement son règlement sur la protection de la qualité de l'air afin de l'harmoniser avec les directives de l'UE. Il est attendu qu'elle durcisse les normes relatives aux concentrations ambiantes d'ici 2024. Le charbon sera progressivement remplacé par le gaz naturel dans le chauffage domestique. Les limites d'émission de CO₂ de l'UE sont en application pour les véhicules automobiles produits après le 1er janvier 2018.

OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX :

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le réchauffement climatique est l'un des problèmes les plus importants et les plus complexes auxquels l'humanité ait fait face jusqu'à aujourd'hui. En plus de la dimension environnementale, le réchauffement a des implications sociales et économiques. La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) a été adoptée par 197 pays afin de soutenir le développement durable d'un point de vue social, économique et environnemental

Etant le 15^{ème} plus grand émetteur de gaz à effet de serre dans le monde, la Turquie subit les effets du réchauffement : vagues de chaleur, sécheresse et inondations. La récurrence de ces événements a poussé le gouvernement à adopter sa première stratégie nationale contre le changement climatique en 2010 qui a été complétée par le plan d'action national en 2011 (voir supra) afin d'accroître l'utilisation d'énergie propres et renouvelables et d'intégrer une dimension écologique aux politiques de développement.

Le pays fait partie de la CCNUCC depuis 2004, a adhéré au Protocole de Kyoto en 2009 et signé l'Accord de Paris en 2016. Mais malgré ces signes d'engagement, la Turquie n'a accompli aucun progrès tangible vers la réalisation des objectifs et l'application des mesures fixées.

RESSOURCES EN EAU

Les effets les plus évidents du changement climatique sur les ressources en eau sont la sécheresse, les inondations, la fonte des glaces et l'élévation du niveau des mers. Les conséquences étant contrastées en fonction des régions, le GIEC estime que les précipitations devraient baisser dans les latitudes plus basses, en particulier dans la région méditerranéenne. Située dans le bassin méditerranéen et bordée de trois côtés par la mer, la Turquie sera une région très impactée par les changements climatiques.

Le Code des ressources aquatiques en vigueur depuis 1971 vise à assurer une exploitation durable de ces ressources. Après avoir harmonisé sa législation environnementale avec les acquis de l'UE, le Ministère turc des Forêts et des Milieux Aquatiques a publié un plan d'action pour la gestion et la protection des bassins en 2012. Ces mesures semblent toutefois insuffisantes au regard des menaces auxquelles fait face la Turquie.

SURPECHE & POLLUTION MARINE

Selon les données de TURKSTAT, la quantité de poissons pêchés en Turquie est tombée de 515 000 tonnes en 2011 à 314 000 tonnes en 2018. Des interdictions de pêche sont désormais d'application entre le 15 avril et le 1^{er} septembre afin de protéger les espèces pendant la période de reproduction. En parallèle de ces interdictions, des limitations de durée, de taille, et de quantités sont également prévues dans la réglementation publiée par le Ministère.

La pollution par les navires fait également l'objet d'une attention particulière. La Municipalité d'Istanbul assure un service de surveillance par hélicoptère et par bateau 24h/24. La collecte des déchets des navires est également organisée dans 87 installations côtières des régions méditerranéenne et Egéenne.

Toutefois, la source la plus importante de pollution marine provient de la terre, par écoulement direct ou indirect.

La dispersion chimique du pétrole épanché en mer suite à un accident est soumise à une autorisation préalable.

Les installations de pisciculture sont soumises à des analyses régulières et l'impact environnemental de ces exploitations est également surveillé par la garde côtière.

La Turquie fait partie de accords de coopération régionaux qui ont but de prévenir la pollution marine et garantir l'utilisation durable des ressources naturelles : *Commission on the Protection of Black Sea Against*

Pollution (Bucarest) et Protection of the Marine Environment and Coastal Region of Mediterreanean (Barcelone).

GESTION DURABLE DES FORETS

Selon la note de politique forestière de la Turquie publiée par la Banque Mondiale²¹ en 2017, la Turquie possède 22,34 millions d'hectares de forêt (28,6% de sa superficie) dont 99,9% appartiennent à l'État. La couverture a augmenté de 2,14 millions d'hectares depuis 1973 grâce aux campagnes de reboisement.

Notons que la définition de la forêt en Turquie diffère de la définition de la FAO, ce qui mène à une sous-estimation de la superficie des forêts privées.

Le reboisement annuel est de 2,05 m³/ha en moyenne et donc nettement inférieur à la moyenne européenne qui est de 5,4m³/ha. Quant à la coupe annuelle permise (CAP), elle est de 18 à 20 millions de m³ par an, soit 44% des quantités reboisées (contre 73% dans l'UE).

Le Ministère de l'Agriculture et des Forêts (MAF) est en charge de la lutte contre la désertification et l'érosion. C'est la Direction Générale de la foresterie²² (GDF), au sein du MAF, qui intègre les mesures et supervise leur mise en œuvre.

La GDF a fixé 4 objectifs :

- Protéger les forêts et la biodiversité contre les menaces biotiques (maladies, parasites, etc.) et les menaces abiotiques (aléas climatiques, pollution, etc.)
- Développer et étendre la forêt existante,
- Répondre aux attentes du public par rapport aux biens et services forestiers
- Assurer la gestion durable des forêts.

En 2014, 2,4 millions d'hectares ont été certifié FSC (Forest Stewardship Council). La zone certifiée devait s'étendre à 5.000.000 ha en 2019.

Il n'existe pas de norme forestière nationale telle que FSC ou PEFC. Le GDF collabore donc avec l'autorité nationale turque de standardisation afin d'élaborer d'une norme PEFC pour la Turquie.

²¹ <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28564/12-10-2017-13-48-33-TurkeyForestPolicyNoteweb.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

²² <https://www.ogm.gov.tr/lang/en/SitePages/OGM/OGMDefault.aspx>

Par ailleurs, environ 12,5 millions d'hectares de forêt sont situés dans des régions très sujettes aux incendies. Un plan spécial de lutte contre les feux de forêts permet désormais un temps de réponse réduit à 15 minutes seulement dans les zones vulnérables.

Le réchauffement climatique représente une menace sérieuse pour les forêts turques. L'Agence Française pour le Développement soutient la politique forestière turque depuis 2012. Un nouveau programme d'aide a ainsi été accordé en 2019 pour un montant de 150 millions d'euros. Cette somme servira à mettre en place un plan d'adaptation des forêts au changement climatique et à intégrer la protection de la biodiversité dans la politique forestière.

DESERTIFICATION & DEGRADATION DES SOLS

Selon les études du Ministère de l'Agriculture et des Forêts, le risque de désertification est considéré faible pour 12,7% des terres, modéré pour 53,2% et élevé pour 25,5%. Le Ministère a également publié un rapport (en anglais) sur la lutte contre la désertification et l'érosion en Turquie²³.

Depuis 2011, une direction spéciale²⁴ est chargée de la conservation des sols, de la gestion des ressources naturelles, et de la lutte contre la désertification et l'érosion.

La Turquie faisant partie de la convention contre la désertification des Nations Unies, un projet de surveillance et d'analyse est actuellement mené dans le bassin de Gediz afin d'apporter des solutions effectives.

En juin 2019, la Journée mondiale de la lutte contre la désertification a été célébrée à Ankara et la Turquie a mis en avant ses collaborations internationales, notamment en Afrique, pour mettre en place une meilleure gestion des ressources naturelles. La Turquie est parvenue à réduire la perte de 500 millions de tonnes de sols fertiles par an à 154 millions de tonnes depuis les années 1970, car de moins en moins de terres sont exposées à l'érosion. Le pays vise à réhabiliter 2 millions d'ha de terres agricoles, à reboiser et contrôler l'érosion sur 1,5 million d'ha et à améliorer 750.000 ha de pâturages d'ici à 2030.

²³ <https://www.tarimorman.gov.tr/CEM/Belgeler/yay%C4%B1nlar/yay%C4%B1nlar%202017/FAAL%20ING%201000%20AD.pdf>

²⁴ [Direction Générale de lutte contre la désertification et l'érosion \(ÇEM\)](#)

Sources :

- L'institut statistique de Turquie (TUIK)
- Turkey's Sustainable Development Goals, 2nd VNR 2019, UN (https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23862Turkey_VNR_110719.pdf)
- Ministère turc de l'environnement et de l'urbanisme, les plans d'actions sur l'environnement (<https://cygm.csb.gov.tr/ulusal-atik-yonetimi-ve-eylem-plani-2016-2023-hazirlandi.-haber-221234>)
- Evaluable Waste Materials Industry Association, Recycling Sector Report 2016 (<http://www.tudam.org.tr/geri-donusum-sektoru-tesvik-raporu.pdf>)
- La Banque Mondiale, Republic of Turkey, Sustainable Urban Water Supply & Sanitation Report 2016 (<http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/136911483599565083/pdf/P161143-01-04-2017-1483543399744.pdf>)
- Direction générale des travaux hydrauliques, Stratégie et plan d'action d'adaptation aux changements climatiques de la Turquie (<http://www.dsi.gov.tr/docs/iklim-degisikligi/t%C3%BCrkiyenin-iklim-de%C4%9Fi%C5%9Fi%9Fi%9Fi-uyum-stratejisi-ve-eylem-plan%C4%B1.pdf?sfvrsn=2>)
- Eşit Adımlar Equal Opportunity Platform (<http://www.skdturkiye.org/esit-adimlar/yakin-plan/toplumsal-cinsiyet-esitligi-ile-ilgili-mevzuat>)
- L'OCDE, Examens environnementaux, Turquie 2019 (https://books.google.com.tr/books?id=Q6-SDwAAQBAJ&pg=PA47&lpg=PA47&dq=gestion+de+pollution+d%27air+turquie&source=bl&ots=QJtkoufOj6&sig=ACfU3U2Gl_MsAsGpAkUGcAr0eNo65b7cZA&hl=tr&sa=X&ved=2ahUKEwj6iYqT6tbpAhXCgVwKHeUEDJQQ6AEwAHoECAoQAQ#v=onepage&q=gestion%20de%20pollution%20d'air%20turquie&f=false)
- Les conséquences du changement climatique sur l'eau, un panorama général, Olivier Petitjean (<https://www.partagedeseaux.info/Les-consequences-du-changement-climatique-sur-les-ressources-en-eau>)
- International Polar Foundation (www.educapoles.org)
- Rapport de gestion de risques de changement climatique en Turquie, PNUD & Ministère turc de l'environnement et de l'urbanisation (<https://www.undp.org/content/dam/turkey/>)
- Le marché de l'environnement en Turquie, Business France, Janvier 2019
- UNDP, Regional Human Development Report 2016, The CASE STUDY on Income and Social Inequalities in Turkey, https://www.undp.org/content/dam/turkey/Turkey_Country_income_and_social_inequalities.pdf
- OECD, Data on Turkey, <https://data.oecd.org/turkey.htm>
- OECD, Tax-Benefit Model for Turkey, <http://www.oecd.org/els/soc/benefits-and-wages/TaxBEN-Turkey-2018.pdf>
- Le Petit Journal, Comprendre la Turquie : La Turquie en chiffres (novembre 2019)- Le chômage repart à la hausse, <https://lepetitjournal.com/istanbul/comprendre-turquie/la-turquie-en-chiffres-novembre-2019-le-chomage-repart-la-hausse-253887>
- Rapport Sectorielle, Agriculture et Alimentation, Advantis, 2020
- Turkish Employment Agency, <https://www.iskur.gov.tr/?alttemplate=MainPage>
- Ministère turc de la Famille, du Travail et des Affaires Sociales, Campagne de l'Emploi, <https://istihdamseferberligi.ailevecalisma.gov.tr/tesvikler.php>

- UNIDO, Competitive Industrial Performance Index 2019, Turkey, <https://stat.unido.org/country/TUR.pdf>
- Ministère turc de l'Environnement et de l'Urbanisme, Le Plan d'Action de Smartcity, 2020-2023, <https://www.akillisehirler.gov.tr/?lang=en>, <https://www.akillisehirler.gov.tr/wp-content/uploads/EylemPlani.pdf>
- Ministère turc de l'Environnement et de l'Urbanisme, Gestion Marine et Côtière, <https://cygm.csb.gov.tr/sss/deniz-ve-kiyi-yonetimi>
- World Bank, Forest Policy Note Turkey, 2017, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28564/12-10-2017-13-48-33-TurkeyForestPolicyNoteweb.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- Ministère turc de l'Agriculture et des Forêts, Direction Générale des Forêts, <https://www.ogm.gov.tr/lang/en/SitePages/OGM/OGMDefault.aspx>
- Ministère turc de l'Agriculture et des Forêts, Direction Générale chargée de la lutte de désertification et de l'érosion, Combating Desertification and Erosion Activities in Turkey, 2017, <https://www.tarimorman.gov.tr/CEM/Belgeler/yay%C4%B1nlar/yay%C4%B1nlar%202017/FAAL%20ING%201000%20AD.pdf>
- Agence Française de Développement, "Turkey Integrates Climate Change in Its Forest Policy, 2019, <https://www.afd.fr/en/actualites/turkey-integrates-climate-change-its-forest-policy>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, FAO-Turkey Partnership Programme, <http://www.fao.org/europe/programmes-and-projects/fao-turkey/en/>
- Convention to Combat Desertification, United Nations, Opening Speech of Ministry of Agriculture and Forestry, Mr. Bekir Pakdemirli, 2019 World Day to Combat Desertification, <https://www.unccd.int/sites/default/files/inline-files/Minister%20Bekir%20Pakdemirli%20Statement.pdf>

Document rédigé par le bureau commercial d'Istanbul
Istanbul@awex-wallonia.com

Juillet 2020.